Deux titulaires pour une vicomté ?

Les démêlés d'Isabelle d'Espagne, duchesse de Bretagne, vicomtesse de Limoges, avec Guy de Bretagne, vicomte de Limoges

Two holders for a singly viscounty? The quarrel between Isabel of Spain, duchess of Brittany, viscountess of Limoges and Guy of Brittany, viscount of Limoges

Marjolaine Lèmeillat

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/4507>

DOI : 10.4000/abpo.4507

ISBN : 978-2-7535-7878-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 11 juillet 2019

Pagination : 85-105

ISBN : 978-2-7535-7845-6

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Marjolaine Lèmeillat, « Deux titulaires pour une vicomté ? », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 126-2 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/4507> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.4507>

Deux titulaires pour une vicomté ?

Les démêlés d'Isabelle d'Espagne, duchesse de Bretagne, vicomtesse de Limoges, avec Guy de Bretagne, vicomte de Limoges

Marjolaine LÉMEILLAT

Doctorante en histoire médiévale,
université de Paris-Est-Créteil,

Centre de recherche en histoire européenne comparée

En avril 1318, Philippe V, roi de France (1316-1324), règle le différend qui avait opposé durant les quatre précédentes années Isabelle, duchesse de Bretagne, épouse de Jean III, duc de Bretagne (1312-1341) à Guy de Bretagne, lui-même frère du duc. Le beau-frère et la belle-sœur ont en effet revendiqué, chacun pour son propre compte, la possession de la vicomté de Limoges, l'une à titre de don de noces de la part de son époux, l'autre à titre de possession personnelle héritée par voie successorale. De fait, chacun a bel et bien bénéficié d'une remise de la terre litigieuse par le duc avec, dans chaque cas, la caution du roi de France. Et chacun entend avoir la possession pleine et entière de cette seigneurie, la duchesse requérant de multiples secours dans cette affaire, qui s'est finalement soldée par un règlement plus ou moins amiable¹.

Cette journée d'études a offert l'occasion de revenir sur ce double octroi². Il est en effet curieux que deux personnes aient bénéficié de la

1. Qu'Yves COATYVY soit ici remercié pour sa relecture de cette contribution.

2. Celui-ci a souvent été commenté, mais c'est essentiellement son règlement final, et en particulier l'obtention des terres de Penthievre par Guy de Bretagne, qui a retenu l'attention des historiens, tels Guy-Alexis LOBINEAU, *Histoire de Bretagne*, t. 1, Paris, V^e F. Muguet, 1707, t. 1, réimp. Paris, éd. du Palais-Royal, 1973, p. 301 ; LA BORDERIE, Arthur Le Moine de [continué par Barthélemy-Amédée POCQUET DU HAUT-JUSSÉ], *Histoire de Bretagne*, t. III, *De l'an 995 après J.-C. à l'an 1364*, Rennes/Paris, Plihon et Hommay/Picard, 1899, réimp. J. Floch, 1972, p. 401-402 ; NADAUD, Joseph, *Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges*, t. III, Limoges, V. H. Ducourtieux, 1878, p. 100-102 ; POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, Barthélemy-Amédée, *Les papes et les ducs de Bretagne. Essai sur les relations du Saint-Siège avec un État*, Paris, E. de Boccard, 1928, réimp. Spézet, Coop Breizh, 2000, p. 202-203 ; SPINOSI, Caroline, « Un règlement pacifique dans la succession de Jean III, duc de

même terre seigneuriale en quelque sorte à tour de rôle et d'aucuns ont pu taxer le duc de Bretagne Jean III d'inadvertance ou de complète stupidité. Arthur de La Borderie, au premier chef, s'étonne de cette « chose singulière – qui ne donne pas une très haute idée de la mémoire ou de la sagesse de ce duc³ ». Toutefois, alors qu'il semble y avoir eu une erreur familiale, ce double octroi est en fait réfléchi. Voyons dans quelles circonstances et pourquoi.

Les protagonistes de l'affaire

À tout seigneur, tout honneur : Jean III est le dernier duc de Bretagne de la maison des Dreux. Son règne dure vingt-neuf ans (1312-1341) et est assez calme. Ce duc reste en fait surtout connu pour n'avoir pas eu descendance mâle légitime, d'où la guerre de Succession de Bretagne que se livrèrent par la suite ses deux héritiers présomptifs (1341-1364)⁴.

Fils du duc Arthur II (1305-1312) et de Marie de Limoges, il est né le 8 mars 1286, à Champtoceaux⁵. En 1312, il succède à son père, dont il hérite du duché de Bretagne, ainsi que diverses possessions dans le royaume de France (notamment des terres dans le Perche) et un certain nombre d'ennuis judiciaires suscités par sa belle-mère Yolande de Dreux, seconde épouse d'Arthur II; de sa mère, décédée en 1290⁶, il hérite de la vicomté de Limoges.

Guy de Bretagne est son frère cadet, né en 1287. Sa plus ancienne apparition dans les sources remonte au 18 février 1298⁷. Il paraît ensuite le 12 juillet 1311, lorsque son père Arthur, avec l'assentiment de son épouse Yolande de Dreux et celui de ses fils Jean et Guy, a défini la part de ses terres et de ses biens à laquelle ses héritiers, nés ou à naître de Yolande, pourront avoir droit⁸. Guy n'a alors pour lui que le titre de *miles* (cheva-

Bretagne, à la vicomté de Limoges », *Revue historique de droit français et étranger*, 4^e série, 1961, p. 455. Le seul à s'être penché sur les grandes lignes du conflit fut MARVAUD, François, *Histoire de la vicomté et des vicomtes de Limoges*, t. I, Paris, Dumoulin, 1873, p. 364-370, dont le récit reste cependant à prendre avec précautions.

3. LA BORDERIE, Arthur de, *Histoire de Bretagne...*, op. cit., t. III, p. 401.

4. Pour mémoire, sa nièce Jeanne de Penthièvre (1319-1384), épouse de Charles de Blois (1341-1364), revendique le titre contre Jean de Montfort, demi-frère de Jean III.

5. *Chronicon Ruyense ex veteri collectione mss ecclesiae nannetensis*, dans MORICE, Pierre-Hyacinthe, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*, t. I, Paris, Osmont, 1742, réimp. Paris, Éd. du Palais-Royal, 1974, col. 153.

6. Vincent Roblin a bien rappelé que la duchesse est décédée en 1290, et non pas en 1291, comme ont pu l'avancer, par exemple, dom LOBINEAU et dom MORICE (ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes des vicomtes de Limoges (X^e-XIV^e siècle)*, Genève, Droz, 2009, p. 41, note 7).

7. Il est mentionné lors de la conclusion du contrat de mariage entre le futur Jean III et Isabeau de France, dans lequel il est notamment prévu qu'en cas de décès du marié, ce soit Guy qui le remplace : « Et est accordé que, se ladite Ysabiau mouroit avant que ele venist a parfait aage de marier, nous, Charles et Marguerite, suimes tenuz procurer que Johanne, nostre fille, se assentira par mariage o ledit Jehan, neveu dou dit duc, ou o Guyon, son frere, se le dit Jean mouroit avant que il fust espousez » (Arch. nat., J 410, n° 8).

8. BnF, ms. fr. 22338, f° 43.

lier) et ne dispose d'aucune terre en propre ; c'est encore le cas au début des années 1310. En somme, c'est un cadet ducal sans réelle assise.

Isabelle d'Espagne, plus connue sous le nom d'Isabelle de Castille, est née en 1283. Elle est fille de Sanche IV, roi de Castille et de Léon (1284-1295), et de Maria de Molina († 1321), elle-même fille de l'*infant* de León Alfonso de Molina⁹. D'abord mariée à Jacques II, roi d'Aragon en 1291¹⁰, Isabelle en est définitivement séparée en 1295, celui-ci préférant sceller la paix avec Charles d'Anjou par une union avec Blanche, fille de ce dernier¹¹. C'est seize ans après, en 1310, qu'Isabelle est finalement mariée au duc de Bretagne Jean III, dont elle est la deuxième épouse¹². C'est à l'occasion de ces tractations matrimoniales¹³ que la vicomté de Limoges est attribuée à la future en *donatio propter nuptias* (don pour cause noces), qualificatif juridique dont j'aurai à reparler. La cérémonie de mariage proprement dite eut lieu à Burgos ; Isabelle est ensuite ramenée dans le royaume de France¹⁴.

On en sait très peu à son sujet. Sa seule description est son épitaphe, qui la dit : « sainte, douce, paisible, prudente, affable, modeste, féconde¹⁵ », qualificatifs de convenance appliqués à la feue duchesse comme ils ont pu l'être à d'autres princesses médiévales, sans que leur véracité fût avérée.

9. *L'art de vérifier les dates*, 3^e éd., t. I, Paris, 1783, p. 752 ; LA BORDERIE, Arthur de, *Histoire de Bretagne...*, op. cit., t. III, p. 400, note 2.

10. Sur ce point, les Mauristes ont fait erreur, en écrivant qu'elle avait seulement été promise (LOBINEAU, Guy-Alexis, *Histoire de Bretagne...*, op. cit., t. I, p. 295).

11. GONZÁLEZ ANTÓN, Luis, *Las uniones aragonesas y las cortes del reino (1283-1301)*, Saragosse, Escuela de estudios medievales, 1975, t. I, p. 283. L'union d'Isabelle de Castille et de Jacques II d'Aragon n'a jamais été consommée (la mariée était âgée de 8 ans en 1291). La séparation s'en est trouvée facilitée et un nouveau mariage était tout à fait envisageable pour la princesse castillane (GRAIBROIS DE BALLESTÉROS, Mercedes, *Maria de Molina*, Pamplona-Navarra, Ugoiti Editores, 2010, p. 89).

12. Celui-ci a tout d'abord épousé en 1297 Isabeau de France, fille de Charles de Valois ; suite au décès de celle-ci, en 1309, il se remarie l'année suivante avec Isabelle ; cette union entre parents au troisième degré de consanguinité a nécessité une dispense pontificale, octroyée le 15 juin 1310 par le pape Clément V (1305-1314) (The National Archives, SC/7/10/38, partiellement publiée, MORICE, Pierre-Hyacinthe, *Mémoires pour servir de preuves...*, op. cit., t. I, col. 1230-1231).

13. « *in prolocutione matrimonii* » et « *ante dictum matrimonium* » est-il précisé lors de la confirmation de ce don, acte publié par HÉLARY, Xavier, JACOBS, Christian, GROULT, Marie, MASSET, Cyril et ABBADI, Zakaria (Orléans, Institut de recherche et d'histoire des textes, 2008 [http://www.cn-telma.fr/actesroyaux/philippe4/acte4453]).

14. C'est d'ailleurs au cours de ce voyage que Guillaume II de Rieux, l'un des négociateurs du mariage de Jean III, est décédé à Estella, en Navarre ; son corps a ensuite été ramené au couvent des franciscains de Nantes, dont il était le fondateur (LE BRETON, Henri, *Le pays de Rieux*, Rieux, Impr. réunies, 1957, p. 28).

15. Cette inscription se trouvait sur son tombeau, dans le chœur de l'église abbatiale de Prières (PIEDERRIERE, « Étude sur l'ancienne abbaye de Prières au diocèse de Vannes », *Bulletin de la Société polymathique du Morbihan*, 1863/1, p. 33), ainsi que par Guillaume MOLLAT, dans *Études et documents sur l'histoire de Bretagne (XIII^e-XVI^e siècles)*, Paris, H. Champion, 1907, p. 52.

Il est en tout cas douteux qu'elle ait été « féconde » car, pour autant qu'on le sache, son union avec Jean III est restée stérile¹⁶.

Le contentieux qui a lieu dans les années 1310 entre le dit Guy et sa belle-sœur porte sur la vicomté de Limoges. Cette seigneurie est venue par mariage sous domination ducale bretonne en 1274, suite à l'union de Marie de Limoges et d'Arthur de Bretagne¹⁷. Celui-ci assume la direction de la vicomté de Limoges avant de céder la place à son fils aîné Jean de Bretagne, sans doute en 1301¹⁸.

Don de noces contre héritage maternel

Revenons-en tout d'abord aux faits et aux sources, dont plusieurs attestent d'un litige assez ancien entre Jean de Bretagne et son frère Guy, et entre ledit Guy et sa belle-sœur Isabelle.

Celle-ci est la première des deux à bénéficier d'une donation de la vicomté de Limoges. Ceci est détaillé dans une confirmation émise par le roi de France Philippe IV (1285-1314), en mars 1312¹⁹. Jean, qui n'est encore que le fils aîné du duc de Bretagne, se présente auprès du souverain, alors à Vienne, et sollicite sa garantie pour l'application d'un accord par lequel il renouvelle le don fait à son épouse Isabelle de la vicomté de Limoges. Il s'agit d'un don *propter nuptias* (pour cause de noces), négocié avant la réalisation de leur mariage²⁰. Ce type de donation est issu du droit romain et désigne ce qui est octroyé à la future à l'occasion des fiançailles, ou en tout cas, avant les épousailles, que ce soit des bijoux, des vêtements ou des terres. Au sens juridique du terme, il ne s'agit pas d'un douaire, lequel

16. Ou alors, comme l'écrivit dom LOBINEAU : « Mais si elle a eu des enfans de Jean III, il faut qu'ils soient morts avant lui, et l'Histoire ne nous en apprend rien », *Histoire de Bretagne...*, *op. cit.*, t. I, p. 305. En revanche, son époux a eu au moins un fils hors mariage (voir par exemple Arch. nat., JJ 66, f° 651, n° 1473).

17. Pour l'édition la plus récente du contrat de mariage conclu en mars 1274 par Marguerite, vicomtesse de Limoges, et Jean I^{er}, duc de Bretagne, voir LÉMEILLAT, Marjolaine, *Les actes de Jean I^{er}, duc de Bretagne (1237-1286)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes/Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, p. 249-253, n° 144.

18. Le plus ancien acte où Jean est mentionné en tant que vicomte date du 12 juin de cette année (ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, t. II, p. 356, n° 274).

19. Cet acte date bien de 1312 n.st. C'est suite à une erreur de transcription des Mauristes que l'année d'émission couramment retenue a été 1313 n.st. La copie que renferment les archives royales est formelle : il s'agit bien d'un acte de mars 1311 a.st., soit 1312 n.st. (Arch. nat., JJ 46, f° 118 v°-119, n° 212). Pour la publication la plus récente, voir HÉLARY, Xavier, JACOBS, Christian, GROULT, Marie, MASSET, Cyril et ABBADI, Zakaria, Orléans, IRHT, 2008 [<http://www.cn-telma.fr/actesroyaux/philippe4/acte4453>]. Cette date est par ailleurs confirmée par LALOU, Élisabeth, *Itinéraire de Philippe IV le Bel (1285-1314)*, t. II, Paris, Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, de Boccard, 2007, *Routes et résidences*, p. 385.

20. « *in prolocutione matrimonii contracti inter ipsum, ex una parte, et carissimam consanguineam nostram Ysabellim, inclite recordationis illustris principis Sancii, quondam regis Castelle et Legionis filiam, ex altera, et ante dictum matrimonium, pro se et suis dedisse et adhuc dat et concedit, donatione propter nuptias facta* » [<http://www.cn-telma.fr/actesroyaux/philippe4/acte4453>].

est composé de biens ou d'une rente prévus par l'époux en faveur de son épouse, afin de lui garantir un revenu si celle-ci reste veuve, c'est-à-dire que le douaire n'est acquis à sa bénéficiaire qu'en cas de survivance. Sur ce point, le don de nocces représente un avantage pour la mariée, car celle-ci peut en avoir la jouissance immédiate, dès que délivrance lui en a été faite, et elle la conserve par la suite. Dans le cas de la vicomté de Limoges, ce don a très probablement été négocié lors de la conclusion du contrat de mariage entre le duc et la fille du roi de Castille²¹, entraînant une remise immédiate de la vicomté à sa bénéficiaire²². Cet octroi est valable à titre viager, qu'Isabelle ait des enfants ou non²³. L'ensemble comprend notamment des places fortes, *villae*, forêts, bois, eaux, revenus, hommages, droits, redevances, appartenances, tant dans le diocèse de Limoges que dans celui de Périgueux²⁴. Jean continue cependant à détenir la vicomté par la suite, mais en tant qu'époux de la détentrice²⁵. Il est également prévu que cette terre revienne ultérieurement aux enfants du couple ou aux descendants de ceux-ci ; à défaut, ils feront retour à d'autres successeurs de Jean²⁶. Ce dernier ordonne également que les hommages de ses sujets et vassaux de la vicomté soient rendus à son épouse²⁷. Enfin, Jean promet de défendre son épouse dans sa possession, mais surtout de faire en sorte que Guy, son frère, s'oblige sur ses biens à respecter cette même paix envers la dite Isabelle, et ce durant sa vie²⁸, une précision qui atteste de tensions déjà

21. Bien que le déroulement exact des négociations reste inconnu, il est très probable que Maria de Molina a favorisé l'obtention pour sa fille d'une assise territoriale et personnelle immédiate.

22. Jean reconnaît l'en avoir investie, « *eaque investivisse confessus est* » [<http://www.cn-telma.fr/actesroyaux/philippe4/acte4453>].

23. « *dilectus et fidelis noster Johannes, ducis Britannie primogenitus, vicecomes Lemovicensis, legitime recognovit et in veritate presente confessus est coram nobis se, in prolocutione matrimonii contracti inter ipsum, ex una parte, et carissimam consanguineam nostram Ysabellim, inclite recordationis illustris principis Sancii, quondam regis Castelle et Legionis filiam, ex altera, et ante dictum matrimonium, pro se et suis dedisse et adhuc dat et concedit, donatione propter nuptias facta, et aliud prout melius et utilius valere poterit et tenere, dicte Ysabelli ad ipsius Ysabellis vitam dumtaxat, sive ipsa habeat filios sive filias de se et dicto Johanne legitime procreatos, sive non, vicecomitatum Lemovicensem* » (*ibidem*).

24. « *cum castris, villis, forestis, nemoribus, aquis, redditibus, homagiis, juribus, deveris, pertinentiis et sequelis ipsius vicecomitatus, sive consistant in diocesibus lemovicensi et petragoricensi seu alibi ubicumque* » (*ibidem*).

25. « *eaque investivisse confessus est, et in possessionem vel quasi induxisse de eisdem et se nomine ejusdem Ysabellis, quamdiu ipsa vivet et ut ejus maritus constituisset tenere predicta seu quicquid tenebat ex ipsis, et adhuc se etiam constituit eodem nomine tenere predicta* » (*ibidem*).

26. « *Et post obitum ipsius Ysabellis, predicta donata et concessa integraliter ad heredes ipsorum Johannis et Ysabellis de carne sua legitime procreandos, aut heredes heredum ipsorum de carne sua similiter legitime procreandos si qui supersint, alioquin ad alios heredes et successores dicti Johannis libere devoluentur, et penitus remanebunt eisdem* » (*ibidem*).

27. « *dictus Johannes voluit et jussit, et adhuc vult et jubet, homagia pro dicto vicecomitatu a suis subditis et vassallis debita fieri eidem Ysabelli, pro cursu vite sue dumtaxat* » (*ibidem*).

28. « *promisit et promittit adhuc idem Johannes, et tenetur pro se et suis eidem Ysabelli ad ejus vitam garantizare et defendere, et eam in ipsius omnibus aliis personis dum ipsa vivet facere potius, et efficere et curare quod Guido, ejus frater, eadem in pace dimittet dicte*

effectives et c'est là probablement la cause de cet acte. Le cadet ducal n'admet sans doute pas que cet héritage maternel soit la propriété de sa belle-sœur et il a dû manifester clairement son opposition, d'où la confirmation royale demandée et obtenue par Jean de Bretagne²⁹. À ce stade, Isabelle reste toutefois bénéficiaire de son don de nocces.

Elle-même et son beau-frère Guy réapparaissent ensuite dans les sources deux ans plus tard, en mars 1314. Il s'agit là encore d'un acte royal de Philippe IV ; mais il est cette fois-ci question de ratifier la concession de la vicomté de Limoges à Guy³⁰.

Cette concession fait suite à une querelle de succession : Philippe IV rappelle en préambule qu'une discorde faillit naître entre Jean, duc de Bretagne, et son frère Guy, au sujet de la division des biens hérités de leurs parents, désormais tous deux décédés, puisqu'Arthur II meurt le 27 août 1312. Les deux fils, s'étant présentés en personne devant leur souverain, se sont entendus, notamment grâce aux conseils d'« amis » (sans plus de précision)³¹ : Guy et ses héritiers ou successeurs posséderont toute la vicomté de Limoges, et ce par succession de Marie de Limoges³². Guy dispose donc des places fortes, *villae*, terres, vignes, prés, bois, moulins, étangs, fiefs, hommages, terres seigneuriales, haute et basse justice, son frère aîné lui laissant tout, sans retenir aucun droit dessus. Il est précisé que le nouveau vicomte et ses successeurs en jouiront comme de leurs biens propres et pourront ensuite en user suivant leur volonté, sans aucun contredit³³.

Ysabelli ad ejus vitam, et alius et se consenciet supradictis, se et bona sua ad hoc specialiter obligando » (*ibidem*).

29. « *voluit prefatus Johannes et adhuc vult, per nos et gentes nostras se et suos, de plano et sine strepitu judiciario compelli, nos vero, predicta omnia et singula, rata habentes et grata, et eis nostrum prebentes assensum ea laudamus, volumus, approbamus et, ex certa scientia, auctoritate regia, tenore presentium confirmamus, salvo in omnibus jure nostro et quolibet alieno* » [<http://www.cn-telma.fr/actesroyaux/philippe4/acte4453>].

30. Arch. nat., JJ 49, f° 97-97 v, n° 223, texte publié par LOBINEAU, Guy-Alexis, *Histoire de Bretagne...*, op. cit., t. II, col. 465-466; MORICE, Pierre-Hyacinthe, *Mémoires pour servir de preuves...*, op. cit., t. I, col. 1248-1249; et plus récemment, DELHOUME, Didier, *Les vicomtes de Limoges au XIII^e siècle. Édition critique d'un corpus de sources écrites*, t. II, dactyl., mémoire de maîtrise, faculté des lettres et sciences humaines de Limoges, 1998, p. 319-321, n° 184.

31. « *de bonorum et amicorum suorum ducti consilio* » (Arch. nat., JJ 49, f° 97).

32. « *prefatus Guido, frater ipsius ducis, heredes et successores ejus et causam ab eis habituri, ex nunc in perpetuum tenebunt, habebunt et possidebunt totum vicecomitatum lemovicensem, et quicquid ad ipsos ducem et Guidonem quomodolibet ex successionem dicte defuncte Marie, quondam genitricis eorum* » (Arch. nat., JJ 49, f° 97). De manière générale, Guy récupère tout l'héritage maternel, excepté quelques biens en Bourgogne, que le duc conserve pour lui-même, « *et generaliter totam successionem maternam ubilibet existentem, excepta dumtaxat terra de Burgundia que fuit matris eorum, quam sibi, suis heredibus et causam ab eis habituris retinet dux predictus* » (*ibidem*).

33. « *De premissis siquidem et eorum pertinentiis existentibus in castris, villis, terris, vineis, pratis, nemoribus, molendinis, stangnis [sic], feodis, homagiis, dominiis, obedientiis, omnimoda tam alta quam bassa jurisdictione, mero et mixto imperio, ceterisque juribus, redditibus, monetarum cussionibus, et quibuslibet denariis, quocumque nomine censeantur, que dux ipse dat, cedit, quittat et dimittit dicto Guidoni, fratri suo et perpetuo transfert in*

Guy de Bretagne obtient ce qu'il souhaitait, à savoir l'autorité complète sur la vicomté de Limoges. Une autre personne, inattendue dans cette affaire, en profite : Yolande de Dreux. Comme je l'ai précisé, il s'agit de la seconde épouse d'Arthur II et celle-ci s'emploie depuis la fin des années 1300 à retirer le plus de revenus possible, que ce soit pour son douaire ou pour ses propres enfants³⁴. Et dans cet accord en particulier, Guy renonce à toute succession à laquelle il aurait pu prétendre suite au décès des enfants de Yolande et s'engage à verser 2000 livres tournois annuelles à son frère aîné, lesquelles sont destinées à pourvoir au douaire de leur belle-mère³⁵. D'Isabelle, il n'est aucunement question.

De telles observations amènent à la supposition suivante : Guy de Bretagne nourrit certainement depuis très longtemps des prétentions sur la vicomté de Limoges. Cette seigneurie présente de nombreux avantages pour ce cadet visiblement avide de pouvoir exercer et manifester son autorité et son indépendance : ce n'est pas une enclave dans le duché de Bretagne, il est donc possible d'y régner en seigneur sans subir de tutelle proche ; les revenus qu'elle procure sont substantiels³⁶, et Guy peut tout à fait faire valoir son droit à l'héritage maternel que constitue cette vicomté. Il n'est donc pas saugrenu de penser qu'il a envisagé assez tôt de mettre la main dessus et cela expliquerait qu'il ait d'emblée manifesté son hostilité lorsque sa belle-sœur en a bénéficié dans des conditions favorables.

Ayant de la suite dans les idées, il n'a pas dû admettre de devoir renoncer à une mainmise pleine et entière sur la vicomté en 1310. S'est-il montré menaçant ? Ou en tout cas plus virulent après le décès d'Arthur II, attendu que son frère aîné devenait duc et que la vicomté de Limoges lui échappait à lui, le cadet ? Rien ne le dit formellement, mais il s'est en tout cas montré suffisamment incommode pour que l'accord de mars 1314 parle d'une discorde familiale qui a failli naître. De plus, il a dû avoir dans cette affaire l'aide de plusieurs personnes, dont sa belle-mère Yolande de Dreux, l'autre grande bénéficiaire de cet acte. Elle est la cousine de Philippe le Bel, qui a une tendance nette à lui donner raison dans tous les contentieux

ipsum, nichil juris in eis retinens ; ipse Guido, sui successores, heredes et causam ab eis habituri, tanquam de suis propriis gaudebunt pacifice et quiete, ac inde suam facere poterunt omnimodam voluntatem, contradicione [sic] qualibet non obstante » (ibidem).

34. Dès 1308, Arthur II lui prévoit un douaire important de 7000 livres (Arch. nat., JJ 42, f° 70-70v, n° 15). Elle passe également plusieurs accords avec ses beaux-fils nés du premier lit, et qui lui sont visiblement hostiles : en 1310, puis 1311, et encore en 1314, autant de nouveaux textes qui attestent du non-respect des précédents par les deux parties.

35. « *ipse Guido renunciavit expresse totali successioni que ipsi posset descendere in futurum, ex morte frarum suorum et sororum ex Yolendi, quondam ducissa Britannie, noverca eorum procreatorum ac Johannis de Britannia, comitis de Diviti Monte, et eciam Petri de Britannia, fratris ejus militum, avunculorum suorum. Tenebitur insuper et promisit ipse Guido, quamdiu vixerit Yolendis predicta, quolibet anno, dicto duci solvere duo millia librarum turonensium, in dotem ipsius Yolendis convertendarum » (Arch. nat., f° 97v).*

36. Ainsi que l'ont relevé à loisir les historiens, ayant en effet noté que les terres accordées quatre ans après en dédommagement à Guy équivalent à un revenu de 8000 livres annuelles.

familiaux où elle s'est trouvée partie prenante³⁷. Est-ce Guy qui s'est au préalable entendu avec elle, en espérant qu'elle réussisse à lui obtenir ce qu'il souhaitait (en échange de quoi, il renonçait à tout héritage au détriment de ses demi-frères et sœurs et versait à sa belle-mère 2000 livres) ? Ou bien est-ce elle qui a eu l'idée de diviser l'opposition que Jean et Guy de Bretagne représentaient contre ses propres enfants en exploitant la rancœur du cadet contre l'aîné ? Les deux hypothèses sont également envisageables, le résultat restant le même : Guy de Bretagne a ce qu'il veut, avec l'approbation royale.

Quid du don de nocces ? Il n'est pas mentionné dans l'arrangement conclu au profit de Guy de Bretagne. Il a été omis, et sans nul doute fort opportunément, de convoquer la duchesse, puisque celle-ci est absente lors de la conclusion de cet accord, ainsi que le rappelle le pape Jean XXII (1316-1334), deux ans plus tard : elle n'a été ni appelée, ni entendue³⁸. Cela s'est fait à dessein : la remise de la vicomté à Guy n'étant guère légale à tous points de vue, la partie lésée a été laissée de côté à l'occasion de l'audience : il serait toujours temps de l'informer après coup et de prévoir l'assiette de nouveaux revenus, sur une autre terre. En tout cas, quel que soit le temps écoulé avant qu'elle fût informée de son infortune, Isabelle de Castille n'a guère apprécié et elle conteste cette violation de droits. Pourquoi cette réaction ? Au-delà du fait qu'elle entend rétablir son droit qui a été bafoué, il est aussi fort probable que la duchesse, en tant que fille de roi, aînée de trois ans de son époux et de quatre ans de son beau-frère, ait assez mal pris la mainmise de ce dernier, qui plus est simple chevalier, sur Limoges³⁹. Pour autant, une année s'écoule avant qu'elle ne réagisse (ou en tout cas, avant qu'une réaction soit attestée dans les sources) : a-t-elle manqué d'aide ? Elle n'émet en tout cas de protestation officielle qu'après avoir reçu une marque de soutien de la part de certains de ses vassaux, en 1315.

La réaction d'Isabelle de Castille

37. En 1308, Philippe IV ratifie le douaire de 7000 livres octroyé par Arthur II (Arch. nat., JJ 42, f° 70-70 v n° 15) ; l'année suivante, le roi déclare que le statut de pairie de la Bretagne ne sera pas préjudiciable à sa cousine, ni à ses enfants, après le décès d'Arthur II (Arch. nat., J 241, n° 24). Les souverains supervisent aussi les accords conclus par les deux parties (jusqu'en 1322 pour le dernier).

38. Le pape s'adresse ainsi à Jean III, dans sa bulle « *Etsi, fili* » du 1^{er} septembre 1317 : « *eam non vocatam, nec auditam, possessione vicecomitatus hujusmodi per violentiam indebite spolians* » (COULON, Auguste, *Lettres secrètes et curiales du pape Jean XXII (1316-1334) relatives à la France*, Paris, Fontemoing, 1913, t. I, col. 285-286).

39. Elle accorde de l'importance à ce titre de fille de sang royal, ainsi qu'en atteste la titulature dont elle use lorsqu'elle s'adresse à ses vassaux : « Yssabeau, fille dou rey d'Espaingne, duchesse de Bretaingne, vicomtesse de Lemoges » (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 617). Elle est d'abord fille de roi avant d'être duchesse, puis vicomtesse.

et la mobilisation contre Guy de Bretagne

Guy de Bretagne, de son côté, n'a guère attendu avant de s'emparer de son nouveau bien. Il en a obtenu la donation en avril 1314; dès le 12 juillet suivant, il prête hommage à Hélie, abbé de Saint-Martial de Limoges; puis le 16 novembre, à Raimond, évêque de Périgueux pour le château et la châteltenie d'Auberoche⁴⁰. De manière générale, il prend en main sa vicomté avec autorité, effectue des donations⁴¹, impose son pouvoir seigneurial de manière rigoureuse, ou à tout le moins beaucoup plus sensible que son frère et sa belle-sœur. La plupart de ses vassaux ne semblent pas pour autant manifester d'opposition, exceptés quelques-uns qui visiblement, à tout prendre, préfèrent que la férule seigneuriale soit la moins lourde possible et peut-être certains d'entre eux estiment-ils que Guy n'a pas obtenu la vicomté dans des conditions très légales et qu'il n'est donc pas leur légitime seigneur. Toujours est-il qu'ils sont seize à s'adresser à la duchesse, afin de requérir son aide, au printemps ou au début de l'été 1315⁴².

En tête figure Géraud de Lobestor, chanoine de Saint-Yrieix et également clerc du roi de France⁴³; le reste du groupe comporte à la fois des personnages membres de familles assez renommées (Ythier de Magnac, Aimeri Brun, Pierre Tizon) et d'autres moins connus, voire carrément inconnus (Belot de Grassuat, Guy Despoin). Pourquoi ceux-là précisément? Il est impossible, faute de renseignements, d'en dire davantage. On ignore si la duchesse avait éventuellement noué des liens avec certains d'entre eux en particulier. Tout au plus peut-on remarquer qu'ils sont plusieurs à être issus de la châteltenie de Nontron, bien que l'on en ignore la ou les raisons⁴⁴.

Que veulent-ils exactement? D'après la réponse de la duchesse, ses vassaux l'assurent de leur foi et de leur fidélité⁴⁵ et lui mandent que si pour la

40. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges (X^e-XIV^e siècles). Famille et pouvoir entre Limousin et Périgord*, dactyl., thèse de doctorat d'État, Dominique BARTHÉLÉMY (dir.), Paris, 2007, t. III, respectivement p. 389, n° 312 et p. 390, n° 313.

41. Par exemple, il donne à Guichard de Comborn, seigneur de Treignac, toute la justice d'Yssandon et d'Ayen, en remerciement de ses services (ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., t. III, p. 391-392, n° 313^{bis}); l'année suivante, il donne à Ranulphe Hélie 12 livres de rente à prendre sur Lespinasse (*ibidem*, p. 391, n° 314). Il est d'ailleurs à remarquer, concernant ce dernier octroi, qu'il est effectué à la demande d'Isabelle de Castille. Guy de Bretagne a visiblement préféré éviter de liguier contre lui un vassal envers lequel les vicomtes de Limoges ont auparavant multiplié les donations, Jean III en particulier (*ibidem*, p. 383, n° 305; p. 385, n° 307; p. 386, n° 308; p. 386, n° 309).

42. Leur lettre n'a pas été conservée; elle est connue par la réponse que leur faite la duchesse le 26 juillet 1315 (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 617).

43. Je remercie Anne Massoni pour les renseignements qu'elle m'a donnés sur ce personnage et, à ce sujet, je renvoie à sa contribution : « Des clercs limousins en Bretagne ou des clercs bretons en Limousin au début du XIV^e siècle? », dans ce même recueil.

44. Je remercie vivement Christian Rémy de m'avoir aidée à identifier les personnes restées inconnues et d'avoir mis en évidence cette appartenance commune à la châteltenie de Nontron.

45. Ce dont elle se dit bien évidemment ravie, « vous mercions moult de la bone volenté que vous avez sur nous e de ce que vous gardez vos fez et voz servienz » et elle est disposée à les payer de retour « e si Deu plet ou temps avenir nous avons volenté

plupart les nobles du Limousin ont prêté hommage à Guy, tel n'est pas leur cas (mais ils ne donnent pas leurs raisons). Cela leur vaut des représailles de la part dudit vicomte : prise de biens, prise de corps, afin de contraindre les vassaux récalcitrants⁴⁶. Aussi se tournent-ils vers la duchesse, sollicitant « bref conseil et remede pour [les] deffendre des violences et molestes au dit monsour Guy »⁴⁷.

Isabelle de Castille, dans sa réponse, requiert ses vassaux de lui garder leur foi et leur loyauté, d'autant que « vous savez bien que le dit monsour Guy nous a desaisie a tort et contre nostre volonté de la dite viconté e que il n'a null droit⁴⁸ ». De plus, elle indique que, suite à la réception de la lettre de ses vassaux, elle a elle-même envoyé au roi de France un message revenant sur les torts que Guy cause à elle-même, à ses hommes et à la viconté, demandant qu'il cesse ses violences et surtout, que le souverain saisisse la viconté, le temps de faire droit en la rendant à qui en est légitime propriétaire⁴⁹. Et sur ce point, elle se dit assurée de pouvoir compter sur le soutien de sa mère et de ses frères⁵⁰ (ce qui peut s'avérer d'autant plus utile que le roi Louis X (1314-1316) se contente de répondre à sa requête qu'il est occupé par la guerre de Flandre⁵¹).

Et la duchesse fait effectivement appel à la solidarité familiale : elle sollicite l'aide de sa mère Maria de Molina, aide qui consiste en un soutien

e grant affection de vous en rendre leial guerredon » (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 617).

46. « que monsour Guy de Bretaingne a extoeis et eu les servienz de fiautez de touz les nobles de Lemozin, exceptez de vous, e asservie, e dit ladicte viconté o ses droiz et appartenances, tant par son droit que par une composition fete entre monseigneur le duc et le dit monsour Guy, a li apartaint, usant de la dite viconté sanz contredit et de ses droitures, la main reale en ce consentente, e vous destraint et poursoite par la prise de voz biens, de voz cors, a li fere le dit homenage e semenz de fiance, o pour cele cause peignole voz hommes e vous menace priver de voz fez » (*ibid.*).

47. *Ibid.*

48. *Ibid.*

49. « E si tost comme nous eusmes veues voz lettres, nous envoiames a nostre seigneur le rey de France li seneffier les gres que ledit monsour Guy nous fet en ladite viconté et a vous e li sopploier, pour Deu et pour pieté, que il nous face aver nostre droit en la dite viconté et face cesser ledit monsour G[uy] des violences et molestez que il fet a vous et a voz hommes ; e que il mete la chouse en sa main a la fin que le dit mousour G[uy] ne s'en puisse joir juques a tant que droit soit déclaré entre nous et li a qui devra estre la dite viconté » (*ibid.*).

50. « E o tout ce, nous somes certaine que madame la reine, nostre chere dame et mere, e noz freres envoieront brevement par deça tele gienz par qui le nostre sire le dit rey nous fera reson, e que nostre droit nous sera gardé et rendu, quar pour nulle chouse del monde nous ne lesserions que nous ne pourfeussions le droit que nous avons en la dite viconté contre ledit monsour G[uy] et douz autres » (*ibid.*).

51. « Et vous feson savoir que ledit nostre message que nous envoiames au dit nostre seigneur sire et le rey, si tost comme nous eusmes receu voz lettres, nous apportera lettres dou dit nostre sire le rey, si autres ne peut avoir ad present paravante pour ce que nostre seigneur le dit rey est occupé de plusours chouses pour la guerre de Flandres, par que vous serez gardez et deffenduz dou dit monsour G[uy] juques a tant que il peusse entendre a nostre delivrance e que droit soit oi entre nous e le dit monsour G[uy] » (*ibid.*).

diplomatique. La reine informe ainsi le pape Jean XXII de cette affaire⁵². Ce dernier, tout juste élu⁵³, intervient à son tour avec l'expédition à l'attention de Jean III de la bulle *Etsi, fili*, en date du 1^{er} septembre 1317⁵⁴. Dans celle-ci, il lui explique donc avoir été requis par Maria de Molina, reine de Castille et de Léon, et lui rappelle que la vicomté de Limoges, ses droits, revenus et appartenances, ont fait l'objet d'une donation à laquelle Jean III avait lui-même juré ne pas s'opposer⁵⁵. Les nobles et vassaux vicomtaux avaient prêté hommage à la duchesse ; aussi la cession ultérieure à Guy de Bretagne, sans que la duchesse ait été appelée, ni entendue à cette occasion, équivaut à une spoliation, le duc étant, au passage, parjure⁵⁶. Insistant lourdement sur ce dernier point, le pape enjoint ensuite à celui-ci de restituer à la duchesse ce qui lui appartient de fait.

Outre le soutien pontifical, Maria de Molina s'emploie également à obtenir la bienveillance du nouveau roi de France Philippe V (1316-1322). Or, celui-ci cherche, au début de son règne, à s'entendre avec les princes de la péninsule ibérique, dont Alphonse XI de Castille (1312-1350), ou plutôt avec Maria de Molina, don Juan et l'infant don Pedro, tuteurs du roi et gestionnaires du royaume pendant sa minorité⁵⁷. Dans ce contexte, tout obstacle à une éventuelle alliance est malvenu et les prétentions de Guy de Bretagne, lequel s'appuie sur un accord à la légalité douteuse, ne pèsent désormais pas lourd. De fait, l'évêque de Burgos Gonzalo de Hinojosa, envoyé en 1316 en qualité d'ambassadeur afin de discuter les termes d'un accord entre les deux royaumes, a aussi pour mission de liquider le contentieux pendant entre la duchesse de Bretagne et son beau-frère. C'est ce qu'il s'emploie à faire, en marge de ses autres négociations, et ce avec deux chanoines de Burgos, tous trois étant, pour cette affaire, représentants de la duchesse de Bretagne⁵⁸.

52. Jean XXII explique avoir été informé par Maria de Molina : « *habet siquidem insinuatio facta nobis pro parte carissime in Christo filie Marie, regine Castelle ac Legionis illustris* » (COULON, Auguste, *Lettres secrètes et curiales du pape Jean XXII...*, op. cit., t. I, col. 285).

53. Clément V est décédé le 20 avril 1314, mais son successeur Jean XXII ne coiffe la tiare qu'en août 1316.

54. COULON, Auguste, *Lettres secrètes et curiales du pape Jean XXII...*, op. cit., t. I, col. 285-286.

55. Un serment prêté qui plus est sur les Évangiles, « *prestito super hoc a te de contra non veniendo corporali ad sancta Dei Evangelia juramento* » (*ibidem*).

56. « *tandem tamen eam non vocatam, nec auditam, possessione vicecomitatus hujusmodi per violentiam indebitam spolians, et per id promissionem tuam irritam faciens* » (*ibid.*).

57. Un accord est conclu le 8 novembre 1317, faisant suite aux dommages causés de part et d'autre de la frontière commune des deux royaumes, notamment du côté de la Navarre : ils sont à évaluer, dédommager et à éviter à l'avenir. Les deux souverains en profitent pour proclamer leur bonne entente et une union matrimoniale est prévue entre le jeune Alphonse XI et l'une des filles de Philippe V (Jeanne de France, sa fille aînée, si celle-ci n'épouse pas le duc de Bourgogne ; ou Isabelle, sa fille puînée) (DAUMET, Georges, *Mémoire sur les relations de la France et de la Castille de 1255 à 1320*, Paris, Fontemoing, 1913, p. 135-136 et voir p. 231-236, pièce justificative n° XXVIII pour l'acte en question).

58. « *dilectum nostrum Gondissaulum, Burgensem episcopum, legatum et sollemnem nuncium a charissimo consanguineo nostro Alphonso, rege Hispanie, et Maria, regina illustri,*

Guy de Bretagne, quant à lui, ne doit rien ignorer des initiatives de sa belle-sœur et ne les goûte guère. Il n'est pas exclu que cela soit l'une des causes des expéditions qu'il a menées en 1316 et 1317 contre le chapitre canonial de Saint-Yrieix. Certes, les relations des chanoines et du doyen avec les vicomtes de Limoges sont régulièrement tendues et cela explique en partie que Guy ait voulu faire montre de la force du pouvoir vicomtal à leur rencontre⁵⁹. Toutefois, il est possible que la prise de position du doyen de Saint-Yrieix Gérard de Lobestor en faveur d'Isabelle de Castille ait contribué à attiser la rancœur de Guy et incité à prendre les armes. Les faits sont ensuite connus : des violences sont commises par les gens du vicomte le 1^{er} mai 1316, au village de Bichiers, puis le 25 juillet, les 8 et 9 août de cette même année, cette fois dans la ville de Saint-Yrieix (lors de cette dernière incursion, le vicomte de Limoges figure lui-même à la tête des auteurs de troubles)⁶⁰. Une dernière expédition est menée le 24 août 1317, à la veille d'une foire : plusieurs gens du vicomte maltraitent la population présente (tant les habitants que les étrangers, est-il précisé), molestent les chanoines, brisent les huis et pillent les maisons avant de les incendier⁶¹.

Jean III, duc de Bretagne : inexistant dans un conflit familial réglé par le roi de France

Un fait attire l'attention dans ce conflit familial : l'absence du duc Jean III. Il ne se manifeste à aucun moment, ni pour prendre parti pour son épouse, ni pour son frère. Aucun des deux n'a d'ailleurs officiellement recherché son soutien. La duchesse elle-même le mentionne à peine dans sa lettre de 1315 : juste afin de rappeler que sa malencontreuse donation à Guy de Bretagne est la cause d'une injustice dont elle est la victime.

Cette absence n'a pas manqué d'intriguer les historiens. Certains penchent pour de l'hypocrisie ou de la dissimulation de la part de Jean III qui aurait soutenu son épouse, mais discrètement⁶². La plupart ne se pro-

dicte ducisse genitrice super hoc specialiter destinatum, et magistros Sancium Cantorem, ac Martinum, eximium canonicum Burgensem, ipsius ducisse procuratores ad infrascripta sufficienter instructos et legitime consuitos, contra dilectum nostrum, Guidonem de Britannia » (Arch. dép. de Loire-Atlantique, E 1, n° 4).

59. THUILLAT, Jean-Pierre, « Un "ost" du vicomte de Limoges en 1317 », *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. CXXIV, 1996, p. 72.

60. THUILLAT, Jean-Pierre, *Un conflit de trois siècles entre le chapitre de Saint-Yrieix et les vicomtes de Limoges (1247-1505)*, t. 1, dactyl., mémoire de maîtrise, Faculté des lettres et sciences humaines de Limoges, 1992, p. 157-158.

61. THUILLAT, Jean-Pierre, « Un "ost" du vicomte... », art. cit., p. 72-73.

62. C'est, par exemple, l'hypothèse de dom LOBINEAU estimant que le duc devait être « très mortifié du peu de complaisance de son frère et de la nécessité où il le mettoit de manquer à sa parole », *Histoire de Bretagne...*, op. cit., t. 1, p. 233-234. François Marvaud écrit quant à lui qu'Isabelle a été « excitée peut-être par les conseils de son mari, qui pouvait en effet regretter d'avoir aliéné la vicomté de Limoges » (MARVAUD, François, *Histoire de la vicomté et des vicomtes de Limoges...*, op. cit., t. 1, p. 367-368).

noncent pas, se contentant d'observer l'« intelligence médiocre » du duc⁶³, qui serait censée expliquer ce fait.

Il est vrai que l'esprit de décision n'était pas la qualité première de Jean III, d'autres faits l'ont montré⁶⁴. Peut-être répugnait-il à trancher ce conflit familial. Ou peut-être craignait-il de n'être obéi ni par l'un, ni par l'autre (ce qui est d'ailleurs le cas : Guy n'a pas tenu compte du don de noces de 1310, pas plus qu'Isabelle n'a tenu compte de l'accord de 1314) : d'où l'hésitation à se prononcer publiquement. Pour autant, il semblerait que, durant cette période de tensions, il ait été plus proche, non de son épouse, mais de son frère : tous deux agissent de concert pour solliciter le souverain pontife en faveur de leurs clercs, par exemple⁶⁵ ; de plus, la lettre de Jean XXII reprochant au duc de ne pas faire droit à son épouse atteste du fait que celle-ci n'a pas dû compter sur un soutien marital. Pourquoi cela ? Jean III a-t-il reproché à son épouse d'avoir ranimé un litige familial à peu près éteint suite à l'accord de 1314 ? S'en est-il éloigné, dans la mesure où celle-ci ne lui a toujours pas donné d'enfants après plusieurs années de mariage ? En tout cas, le fait est qu'il s'entend alors apparemment davantage avec Guy, qu'avec Isabelle de Castille, mais sans prendre publiquement parti pour son frère, par ailleurs le parti le moins défendable, vu la légalité suspecte de la donation de 1314.

C'est finalement le roi de France qui règle l'affaire, la personne ducale n'étant alors mentionnée que pour rappeler qu'il est à l'origine de l'octroi de la vicomté de Limoges à son frère, ce qui est source de conflit⁶⁶. Dans ce même acte, établi entre le 1^{er} et le 22 avril 1318⁶⁷, le roi indique les modalités

63. POCQUET du HAUT-JUSSÉ, Barthélemy-Amédée, *Les papes et les ducs de Bretagne...*, op. cit., p. 164.

64. Jusqu'à son incapacité à choisir un successeur parmi les deux présomptifs qui se présentaient.

65. Le 17 septembre 1316, Guy de Bretagne, vicomte de Limoges, appuie pour Alain Bartholomé Le Roux une demande d'expectative de prébende dans le diocèse de Saint-Brieuc, à laquelle le duc ne s'oppose pas (MOLLAT, Guillaume, *Lettres communes de Jean XXII (1316-1334). Introduction : la collation des bénéfices ecclésiastiques à l'époque des papes d'Avignon, 1305-1378*, Paris, E. de Boccard, 1921, n° 1051) ; le 24 février 1317, les deux frères, suite à une demande conjointe, obtiennent pour Jean d'Avaugour, déjà chanoine prébendé de Bayeux, Rouen et Tréguier (où il est également chantre), une prébende à Dol, après la résignation d'Olivier, procureur de l'évêque de Léon Guillaume de Kersauzon (*ibidem*, n° 2915).

66. Arch. dép. de Loire-Atlantique, E 1, n° 4, acte notamment publié par ARGENTRÉ, Bertrand d', *L'Histoire de Bretagne, des roys, ducs, comtes et princes d'icelle, depuis l'an 383 jusques au temps de Madame Anne, reine de France dernière duchesse*, 3^e éd., Paris, N. Buon, 1618, p. 355-358, LOBINEAU, Guy-Alexis, *Histoire de Bretagne...*, op. cit., t. II, col. 470-474 et MORICE, Pierre-Hyacinthe, *Mémoires pour servir de preuves...*, op. cit., t. I, col. 1269-1273.

67. L'acte est daté d'avril 1317 a. st. et quasiment tous les historiens ont depuis admis le fait que la remise du Penthievre à Guy de Bretagne datait de 1317 (et que ses dates de règne en tant que vicomte de Limoges étaient 1314-1317). Le seul à avoir fait exception est Barthélemy-Amédée Pocquet du Haut-Jussé (*Les papes et les ducs...*, op. cit., p. 203, note 211). Or, justement, cet acte date de 1318 n. st., car d'une part, la lettre de Jean XXII adressée au duc, afin qu'il fasse rendre la vicomté à son épouse, est antérieure (et elle

de l'accord conclu en sa cour entre les deux parties en conflit, soit Isabelle, représentée par Gonzalo, évêque de Burgos, et par maîtres Saint-Chantre et Martin, chanoines de Burgos, d'une part, et Guy de Bretagne, d'autre part⁶⁸. Une fois rappelés les arguments de chaque partie (la duchesse faisant valoir qu'elle a été injustement spoliée de son bien et que Guy y a commis de nombreux excès à son préjudice; Guy arguant, quant à lui, que la vicomté est un héritage maternel qui lui a été attribué après accord)⁶⁹, le roi, naturellement désireux de ramener la concorde entre eux expose les différentes clauses de règlement⁷⁰ :

- Guy de Bretagne (pour le bien de la paix⁷¹, cela va de soi) laisse à la duchesse, au duc et à leurs héritiers la vicomté de Limoges et tous les droits y afférents. La terre est remise entre les mains de Guillaume, évêque

date du 1^{er} septembre 1317); d'autre part, c'est le 24 août 1317 que des hommes de Guy, vicomte de Limoges, se livrent à nouveau au pillage de Saint-Yrieix. C'est alors encore Guy qui est vicomte. Cela est très clairement précisé dans l'enquête effectuée sur cette expédition d'août 1317 : « l'an que l'en diseit mil treys cens et diz et sept, estoit viconte de Limoges Monseigneur Guy de Breteigne, frere du duc de Breteigne qui ores est [...] et lors les gens dudit viconte, o grant assemblee de gens d'armes, jusques a sept cens, ou plus [...], entrerent en la dicte ville [Saint-Yrieix] » (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 860, repris par Jean-Pierre THUILLAT, « Un "ost" du vicomte de Limoges en 1317 », art. cit., p. 73). Dans les deux cas, l'acte est à reporter à avril 1318 (entre le 1^{er} et le 22 avril, Pâques tombant le 23 avril, cette année-là).

68. « *Ysabellis, ducissa Britannie, filia inclite recordationis carissimi consanguinei nostri Sancii quondam Hyspanie regis illustris, per dilectum nostrum Gondissalum, Burgensem episcopum, legatum et solemnem nuncium a carissimo consanguineo nostro Alfonso, rege Yspanie [sic], et Maria, regina illustribus, dicte ducisse genitrice super hoc specialiter destinatum, et magistros Sancium Cantorem, ac Martinum, eximium canonicum Burgensem, ipsius ducisse procuratores ad infrascripta sufficienter instructos et legitime consitos, contra dilectum nostrum, Guidonem de Britannia, in curia nostra inter cetera in iudicio proponi fecisset* » (Arch. dép. de Loire-Atlantique, E 1, n° 4).

69. « *quod, licet dilectus et fidelis noster J[ohannes], dux Britannie, vicecomitatem lemo- vicensem, dum ipsum tenebat cum suis juribus et pertinentiis universis, dicte Ysabelli in tractatu matrimonii inter ipsos ducem et Ysabellam celebrandi in doarium seu donationem propter nuptias olim dedisset, ipsamque in corporalem possessionem ejusdem legitime induxisset, predictus Guido eundem vicecomitatum, cum suis juribus et pertinentiis universis, violenter et injuste occupaverat et detinebat indebite occupatum, pluresque excessus ibidem commiserat in ipsius ducisse prejudicium et gravamen, petendo ob hoc eundem Guidonem ad restituendum dicte ducisse, et dimittendum eundem vicecomitatum cum dictis juribus suis et pertinentiis universis et ad prestandum de premissis excessibus emendam condignam per nostram curiam condemnari; dicto Guidone, ex adverso, inter cetera, proponente predictum vicecomitatum ex successionem materna et pro omni jure in bonis paternis sibi competente, tam per provisionem a dicto duce sibi factam quam per certam compositionem super hoc habitam inter eos et ex aliis justis causis, ad se spectare; et dicente ob hoc se ad restitutionem premissorum non teneri, nec debere condemnari* » (ibid.).

70. Règlement aussi conclu avec le conseil de Raoul de Presles et Guillaume Durand, respectivement évêques de Laon et de Mende « *Nos partes easdem ad concordiam reducere cupientes, dilectos et fideles consiliarios nostros R[adulphum], Laudunensem, et G[uillelmum], Miniacensem episcopos, de voluntate et assensu dictorum ducis, Guidonis, Burgensis episcopi et procuratorum, ad tractandum super his de pace et concordia inter partes predictas et ad ipsas reducendas ad concordiam, duximus deputandos* » (ibid.).

71. Il est bien indiqué « *pro bono pacis* » (ibid.).

de Mende, à charge pour lui de la rendre à la duchesse, qui la tiendra comme douaire ou don de nocés⁷² ;

- en compensation, le duc assigne à son frère toute la terre qu'il possède en Penthievre, avec toutes ses appartenances (fiefs, arrière-fiefs, *villae*, places, seigneuries, revenus, hommes, étangs, eaux, forêts, bois et tous autres droits quels qu'ils soient, avec haute et basse justice, excepté la place de Jugon) ; il y ajoute la place et la châteltenie de Minibriac (avec ses droits, revenus, seigneuries et toutes autres appartenances), ainsi que la ville de Guingamp (inclus le bourg, les fermes, blés, moulins, exploitations et autres émoluments), sauf l'exercice de la justice sur les sujets de la châteltenie de ladite ville ; la ville et les châteltenies de Pontrieux, de La Roche-Derrien et la saline de Saint-Gildas (avec tous les fiefs et arrière-fiefs, seigneuries, fermes, blés, moulins, et autres droits), le tout valant 8000 livres tournois. Le duc conserve cependant les régales et gardes des églises, le *péçoi* (ou prise des biens et bateaux naufragés)⁷³. Guy et ses

72. « *dictus namque Guido, pro bono pacis predictum vicecomitatum et quicquid juris, possessionis et proprietatis in eodem habebat, gratia successionis et alterius tituli, seu cause cujuscunque, dicte ducisse ex causa predicta et dicto duci, ejusque heredibus in perpetuum extunc omnino dimisit et resignavit ac etiam liberavit, possessionemque ipsius vicecomitatus ac jurum et pertinentiarum ejusdem, in manu dicti episcopi Miniacensis, per traditionem quarundam notularum, quas in manu sua tenebat, posuit, per eundem episcopum dicte ducisse tradendam et integraliter restituendam, ut predictum vicecomitatum habeat, teneat et possideat secundum dictum doarium, seu donationem propter nuptias, de ipso sibi factam et meliori modo quo habere, tenere, possidere poterit, ad utilitatem ipsius ducisse ex causa doarii seu donationis predictae propter nuptias, ita quod dictus Guido ad fructus seu emolumenta dicti vicecomitatus ab ipso seu gentibus suis perceptos minime teneatur* » (*ibidem*). Je précise au passage que l'évêque de Mende a finalement remis la vicomté à l'évêque de Burgos, et c'est ce dernier qui l'a ensuite rendue à la duchesse, « *Qui quidem episcopus Miniacensis possessionem hujusmodi predicto episcopo Burgensi et dictis procuratoribus ejusdem ducisse nomine ipsius et pro ipsa per traditionem dictarum notularum incontinenti tradidit, restituit et penitus liberavit* » (*ibid.*).

73. « *Dictus vero dux pro ipso vicecomitatu et in recompensationem ejusdem ac pro omni jure seu provisione eidem Guidoni in bonis paternis et maternis quomodolibet competente, predicto Guidone recipienti dedit, assignavit, cessit penitus et quittavit res, bona et possessiones infrascriptas in ducatu Britannie situatas, sub estimatione et valore octo milium librarum tunonensium vel monete currentis in Britannia, aprecianda, estimanda, seu assidenda ad usum et consuetudinem patrie, per aliquos probos viros neutri parti suspectos infra mensem post requisitionem dicti Guidonis ab ipsis duce et Guidone, alioquin per nos, dicto mense elapso, sine strepitu et figura judicii deputandos, videlicet : totam terram quam ipse dux habebat et habere poterat ex debebat in territorio de Pantevrie, cum suis pertinentiis universis, tam in feodis, retrofeodis, villis, castris, dominiis, redditibus, hominibus, stagnis, aquis, forestis, nemoribus et aliis juribus quibuscunque, cum omni jurisdictione et justitia, alta et bassa, excepto et retento eidem duci ac ejus heredibus, castro de Jugonio cum trecentis libris annui redditus, pro defensione dicti castri in locis circumvicinis et dicto castro propinquioribus assidendis. Item, dedit, assignavit, cessit penitus et quittavit idem dux prefato Guidoni sub forma et ex causis predictis ista que sequuntur videlicet castrum et castellaniam de Minibriac cum suis juribus redditibus, dominiis et aliis pertinentiis universis. Item, villam, burgensiam, firmas, blada, molendina, explectamenta et alia emolumenta ville de Guingampo, salvo et retento eidem duci, quod ipse et heredes sui possint subditos suos castellaniam dicte ville et alios suos justitiabiles et subditos in dicta villa de Guingampo justiciare et tenere ibidem placita sua inter eos. Item villam et castellanias de Pontref, de*

héritiers possèdent l'ensemble en fief du duc de Bretagne et de ses propres héritiers, auxquels est donc dû l'hommage⁷⁴. Remarquons au passage que Guy est toujours tenu de verser en viager 2 000 livres tournois à sa belle-mère Yolande de Dreux⁷⁵.

La duchesse obtient donc satisfaction : elle a fait valoir ses droits et a récupéré son bien. Guy de Bretagne n'y perd pas tout à fait son compte non plus. Certes, il n'a plus de terre indépendante : le Penthievre qu'il possède désormais est tenu en fief du duc de Bretagne. Toutefois, il dispose bien d'une seigneurie avec de bons revenus (8 000 livres tournois), sur laquelle son emprise s'accroît encore, vu qu'il épouse en 1318 une héritière locale : Jeanne d'Avaugour (1300-1327), dame de Goëlo, fille d'Henri, seigneur d'Avaugour (et le couple a dès 1319 une fille, Jeanne)⁷⁶. Les deux faits sont certainement liés : est-ce en cherchant une terre à attribuer à Guy de Bretagne que l'idée est aussi venue de l'unir à une jeune fille à marier du lieu ? Ou est-ce en constatant que Jeanne d'Avaugour était à marier que l'idée est venue de faire d'une pierre deux coups en lui donnant le proche Penthievre ? Toujours est-il que Guy de Bretagne devient Guy de Penthievre et qu'il reste connu sous ce nom⁷⁷.

Isabelle de Castille et Jean III reprennent, quant à eux, le titre de vicomtesse et vicomte de Limoges⁷⁸. Isabelle s'empresse de prêter hommage à

Rupederiani ac salsariam de Sancto Gilda cum omnibus feodis, retrofeodis, dominis, firmis, bladis, molendinis, siccariis, juribus et aliis emolumentis dicto duci in eisdem villis et castellaniis et earum pertinentiis competentibus, causis et ratione quibuscunque, usque ad valorem predictam octo milium librarum turonensium, exceptis et retentis dicto duci et ejus heredibus, in predictis locis omnibus et singulis, regalis et garda ecclesiarum, peceyo seu naufragio marino cum forefactoris, ementis et emolumentis ex fractura navium et ratione premissorum peceii et naufragii ac ob defectum breveterum marinorum in premissis locis universis et singulis ac in mari circumadjacenti obvenientium quoquomodo; volens idem dux quod dictus Guido premissa omnia et singula, sub estimatione predicta ex nunc habeat, possideat et teneat, ac possessionem ipsorum auctoritate propria apprehendat, non obstante contradictione quacunque » (ibid.).

74. « Ita tamen quod ipse Guido et ejus heredes premissa omnia et singula a dicto duce et ejus heredibus immediate teneant in feodum et de eis dicto duci et ejus heredibus homagium et fidelitatem prestant et in omnibus obediant, tanquam vero suo domino feudali » (ibidem).

75. « idem Guido de et super premissa reddet et solvet dicto duci vel ejus gentibus duo milia librarum turonensium, seu monete currentis in Britannia annuatim, quandiu Yolendis, olim ducissa Britannie, vitam duxerit in humanis » (ibid.).

76. La future Jeanne de Penthievre et épouse de Charles de Blois, tous deux formant l'un des couples prétendant à la couronne ducal lors de la guerre de Succession de Bretagne (1341-1364).

77. Mais contrairement à ce qu'ont pu écrire ultérieurement certains chroniqueurs, tels l'Anonyme, auteur du *Chronicon briocense*, Jean de Saint-Paul ou Pierre Le Baud, Guy de Bretagne n'a pas échangé la vicomté de Limoges contre le Penthievre. Sur cette présentation arrangée des événements, voir dans ce même volume l'étude de Sophie LE GOFF, « La place de Limoges dans les chroniques bretonnes (XIII^e-XIV^e siècle) ». Je lui suis reconnaissante d'avoir attiré mon attention sur ce fait.

78. Le premier acte dans lequel Jean III reprend son titre de vicomte date du 7 août 1318 (LOBINEAU, Guy-Alexis, *Histoire de Bretagne...*, op. cit., t. II, col. 475-476 et MORICE, Pierre-Hyacinthe, *Mémoires pour servir de preuves...*, op. cit., t. I, col. 1281).

ceux auxquels elle le doit, telle l'abbaye de Solignac⁷⁹. Elle apparaît cependant peu dans les actes émis par son époux : une fois en janvier 1319 et une seconde fois le 15 juin suivant⁸⁰ ; son nom est parfois cité dans certaines pièces de la longue procédure juridique opposant le vicomte de Limoges aux chanoines de Saint-Yrieix, durant le premier tiers du ^{xiv}^e siècle⁸¹. Et c'est à peu près tout jusqu'à son décès. Si elle s'est acharnée à récupérer la vicomté, c'est visiblement davantage pour la forme que pour y exercer un réel pouvoir.

Elle meurt dix ans après avoir repris son titre de vicomtesse, le 24 juillet 1328⁸². Elle est inhumée dans le chœur de l'abbaye de Prières⁸³, sans avoir laissé d'enfants à son époux ; aussi celui-ci contracte-t-il, le 10 août 1329, un troisième mariage avec Jeanne, fille d'Édouard, comte de Savoie (1323-1329). La vicomté de Limoges est alors prévue en douaire pour la nouvelle duchesse⁸⁴.

79. Hommage est rendu à Solignac pour le château et la châtellenie d'Aixe (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 607, f° 268, n° 17 ; repris ensuite dans diverses copies de ce manuscrit : BnF, ms. fr. 18757, f° 177v, n° 17 ; collection Languedoc-Doat, vol. 241, f° 240v, n° 17 ou encore collection Moreau, vol. 373, p. 506, n° 17).

80. Le premier acte est une transaction conclue avec le monastère de Saint-Pardoux, « *Universis praesentes litteras inspecturis, Joannes, dux Britanniae, vicecomes Lemovicensis, et Isabelis [sic], filia regis quondam Castellae, ejus consors* » (Arch. dép. de Dordogne, 64 H 1, p. 6). Le second acte est émis par le duc Jean en faveur de Saint-Yrieix ; son épouse Isabelle n'en est pas co-auteur, elle ne fait qu'y donner son accord : « *Et nos, Ysabellis, filia regis quondam regis Castellen ducissa Britannie vicecomitissaque Lemovicensis, in premisis omnibus consentimus* » (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 856, publié par Jean-Pierre THUILLAT, *Un conflit de trois siècles entre le chapitre de Saint-Yrieix et les vicomtes de Limoges...*, op. cit., t. II, p. 287-288, n° 26 et par Didier DELHOUË, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., t. II, p. 349-350, n° 195).

81. Le roi de France Charles IV (1322-1328) évoque ainsi dans une lettre du 15 décembre 1324 « *supplicacionem dilectorum et nostrorum ducis Britannie, vicecomitem Lemovicensem, et Ysabellis de Yspana, ejus consortis* » (Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 856).

82. LOBINEAU, Guy-Alexis, *Histoire de Bretagne...*, op. cit., t. I, p. 305 et MORICE, Pierre-Hyacinthe, *Mémoires pour servir de preuves...*, op. cit., t. I, p. 240.

83. Sa tombe est présentée par MOLLAT, Guillaume, *Études et documents sur l'histoire de Bretagne...*, op. cit., p. 51-52.

84. « donna nostre dict frere de Bretagne a la dicte damoiselle Jeanne, et pour cause de douaire ou donoison pour noces, la vicomté de Limoges entierement avec toutes appartenances quelque part que ils soient en laditte vicomté, et en la comte de Pierregort ou ailleurs, a tenir, posseder, exploiter pour raison de douaire avec tous droits et emolumens appartenans, haute et toute autre justice mere et mixte impere, apres le deces de nostredit frere de Bretagne, tout le cours de sa vie, tant seulement » (Arch. nat., JJ 72, f° 371, n° 453).

La vicomté de Limoges a été la proie de tensions entre, d'une part, la duchesse de Bretagne, qui la possédait en don matrimonial et entendait faire valoir ses droits ; d'autre part, son beau-frère Guy de Bretagne, qui escomptait lui-même obtenir une terre bien à lui et qui a pour cela forcé la main à son aîné, duc de Bretagne en titre, afin qu'il revienne sur sa première donation en faveur de son épouse. C'était sans compter sur la personnalité apparemment assez forte de celle-ci, qui n'a guère apprécié les menées de son jeune beau-frère (trop) ambitieux et a lutté avec acharnement pour recouvrer la possession de son dû. Tous les moyens ont été bons, excepté son époux, dont l'histoire a finalement retenu le manque d'autorité et d'initiative (ou quand une querelle familiale contribue à bâtir une médiocre réputation sur plusieurs centaines d'années).

Annexe – Pièce justificative

1315, 26 juillet – Suscinio

Isabelle, duchesse de Bretagne, répond aux seize vassaux limousins l'ayant assurée de leur soutien. Elle rappelle qu'elle a été spoliée de la vicomté de Limoges au profit de Guy de Bretagne et constate que ce dernier la gère à son détriment, malmenant notamment ceux qui refusent de lui prêter hommage. Elle incite ses vassaux à lui conserver leur loyauté et compte faire valoir ses droits auprès du roi, y compris avec l'aide de sa propre famille.

Original, parchemin, 310/315 mm larg. x 185/170 mm haut. (haut. de queue 15 mm), jadis scellé sur simple queue de parchemin⁸⁵, Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 617.

Résumé de 1546, Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 607, fol. 264, n° 54, d'après A. – B. Résumé de la fin du xvi^e siècle, BnF, ms. fr. 18757, fol. 175, n° 54, d'après B. – C. Résumé du xvii^e siècle, BnF, Collection Languedoc-Doat, vol. 241, fol. 335v-336, n° 54, d'après B. – C. Résumé du xviii^e siècle, BnF, Collection Moreau, vol. 373, p. 407-408, n° 54.

DELHOUME, Didier, Les vicomtes de Limoges, t. II, p. 321-323, n° 185, d'après A.

RAYMOND, Paul, Inventaire-sommaire des archives départementales antérieures à 1790; Basses-Pyrénées, Archives civiles, série E, n° 1 à 1765, t. IV, Paris, P. Dupont, 1867. – Arch. dép. de Haute-Vienne, 5F G 8, p. 10, d'après l'Inventaire-sommaire précédemment cité.

Yssabeau, fille dou rey d'Espaigne, duchesse de Bretaingne, vicontesse de Lemoges, a noz chers et feaux amez, mousour⁸⁶ Giraut de Lobestorn, clerc nostre sires li rey⁸⁷ de Ffrance⁸⁸, monsour⁸⁹ Yter de Maingnac, monsour Renoul Viger, monsour P[ierre] Tison, nos amez bachelers, e⁹⁰ P. Dalmaise de Boredehu, Aymeri Brun de Champanac, Belot de Grassuat, Guy Despoin, Guy Dax, Gancelme de Montaules, Guy de l'Oratoire, Arnaut de Marouillz, Ay. De Labarde, Hugon de Bur', Pierres de Bel Leu e Seguy de Saint Perduphe, saluz et treis bone dilection. Nous avons entendu la tenour des gracieuses lettres que vous nous avez envoiees e vous mercions moult de la bone volenté que vous avez ver nous e de ce que vous avez si bien gardez vos fez e voz servienz; e si Deu plet ou temps avenir, nous avons volenté e grant affection de vous en rendre leial guerredon. E sur ce que vous nous avez mandé, que monsour Guy de Bretaingne a extoeis et eu les servienz de fiautez de touz les nobles de Lemozin, exceptez de vous, e asservie et

85. Le verso comprend une mention dorsale du xiv^e siècle : « *de [...] ducissa Britannie* » (un mot a été rendu illisible par l'apposition par-dessus du tampon des Archives départementales); une seconde mention date du xvi^e siècle : « *Lettres comment Ysabeau d'Espaigne, duchesse de Bretaingne, vicontesse de Limoges, mande aux gentilz hommes et aultres ses subietz de ladite viconté tenir soy pour elle contre messire Guy de Bretaingne, usurpateur d'icelle* ».

86. « mousour », *sic*, A.

87. Cet emploi répété du terme « rey », ainsi que la tournure « del monde » ou l'utilisation de « Jamme », au lieu de Jacques, prouvent l'origine également espagnole du rédacteur de l'acte et atteste de la présence, en Bretagne, d'un entourage ibérique venu et resté auprès de la duchesse.

88. « Ffrance », *sic*, A.

89. « monsour », écrit au-dessus de la ligne, A.

90. « e », *sic*, A. Les abréviations de « et » et les simples « e » sont tous deux employés dans cet acte.

dit ladite viconté o ses droiz et appartenances, tant par son droit que par une composition fete entre monseigneur le duc et le dit monsour Guy a li apartaint, usant de la dite viconté sanz contredit e de ses droitures, la main reale en ce consentente, e vous destraint et poursoite par la prise de voz biens, de voz cors, a li fere le dit homenage e semenz de fiance; e pour cele cause, peignole voz hommes e vous menace priver de voz fez. Pour lesqueux gres, vous nous requerez que nous meton bref conseil et remede pour vous deffendre des violences et molestes au dit monsour Guy. Pour quoy nous prions vous et requerons, et checun de vous e touz les autres nobles et non nobles dou chastel de Nantron, de la chastellanie e dou resort et generalement de la dite viconté, que vous veillez tenir ver nouz touzjourz auxi comme vous avez fet ca enarrere voz bones foies et leautez, c'est assavoir ceux qui n'ont obei ne fet homanage au dit monsour Guy, quant vous savez bien que le dit monsour Guy nous a desaisie a tort et contre nostre volonté de la dite viconté e que il n'a null droit. E si tost comme nous eusmes veues voz lettres, nous envoiames a nostre seigneur le rey de France li seneffier les gres que ledit monsour Guy nous fet en ladite viconté et a vous e li sopplioier, pour Deu et pour pieté, que il nous face⁹¹ aver nostre droit en la dite viconté et face cesser ledit monsour G[uy] des violences et molestez que il fet a vous et a voz hommes; e que il mete la chouse en sa main a la fin que le dit mousour G[uy] ne s'en puisse joir juques a tant que droit soit⁹² déclaré entre nous et li a qui devra estre la dite viconté. E o tout ce, nous somes certaine que madame la reine, nostre chere dame et mere, e noz freres envoieront brevement par deça tele gienz par qui le nostre sire le dit rey nous fera reson, e que nostre droit nous sera gardé et rendu, quar pour nulle chouse del monde nous ne lesserions que nous ne pourfeussions le droit que nous avons en la dite viconté contre ledit monsour G[uy] et douz autres. E que vous, pour les bones foies et leautez que vous avez eu ve nous toutesvois mes que vous les mentiengez; en outre ne soiez prechenement e bien deffenduz et sanz damage, o l'oade de Deu e de noz amis, dou dit monsour G[uy] et de ses forpez et violences, en manere que vous entendrez a bien paieiz. Et vous feson savoir que ledit nostre message que nous envoiames au dit nostre seigneur sire et le rey, si tost comme nous eusmes receu voz lettres, nous apportera lettres dou dit nostre sire le rey, si autres ne peut avoir ad present paravante pour ce que nostre seigneur le dit rey⁹³ est occupé de plusours chouses pour la guerre de Flandres, par que vous serez gardez et deffenduz dou dit monsour G[uy] juques a tant que il peusse entendre a nostre delivrance e que droit soit oi entre nous e le dit monsour G[uy]. E sitost comme les dites lettres seront venues, nous les envoierons en Lemozin. Constat des entre-lignes « monsour », « face », « soit », « rey ». Donné au Succeniou, le semadi apres la saint Jamme apostre, l'an mille dreis cent e quinze.

91. « face », écrit au-dessus de la ligne, A.

92. « soit », écrit au-dessus de la ligne, A.

93. « rey », écrit au-dessus de la ligne, A.

RÉSUMÉ

Jean et Olivier de Bretagne, comtes de Penthievre, vicomtes de Limoges (1384-1433), restent des personnages de médiocre réputation dans l'histoire médiévale bretonne. Le premier, fils de Charles de Blois, a été pendant plus de vingt ans otage en Angleterre, suite à la capture, puis à la défaite finale de son père, lors de la Guerre de Succession. Il rentre en Bretagne grâce à l'intervention d'Olivier de Clisson, qui fait de lui son gendre. Son retour et la reprise en main de ses seigneuries sont avant tout marqués par une succession de conflits et de litiges plus ou moins ouverts avec le duc Jean IV. Le second, Olivier, présente tout d'abord un profil prometteur, mais a par ailleurs hérité de la rancœur du lignage Penthievre à l'encontre des Montfort. En 1420, lui-même et ses frères font enlever le duc Jean V, qu'ils retiennent plusieurs mois en captivité, avant d'être contraints à le relâcher. Ce célèbre épisode leur vaut d'être condamnés par contumace pour « felonnie et crime de leze majesté ». Retiré sur ses terres limousines, puis avesnoises, Olivier y décède sans descendance légitime. Au-delà de cette entreprise hasardeuse, l'étude des actes de Jean et Olivier atteste de leur gestion très classique de leur patrimoine seigneurial et de l'attention qu'ils portent (le second, en particulier) au respect de leurs droits et privilèges.

ABSTRACT

John and Oliver of Bretagne, earls of Penthievre, viscounts of Limoges (1384-1433), have a poor reputation in the medieval history of Brittany. John, son of Charles de Blois, was a hostage for more than twenty years in England after his father's capture and final defeat during the War of the Breton Succession. He finally returned to Brittany thanks to the intervention of Oliver of Clisson, who became his father-in-law. His return and recovery of his lands were marked by several clashes and disputes with Duke John IV. Oliver initially made a promising start, but he inherited the resentment of the house of Penthievre against the Montforts. In 1420, he and his brothers kidnapped Duke John V and kept him in jail for several months, until they were forced to release him. They were sentenced in absentia for "felonnie et crime de leze majesté". Having retired to his lands, first of Limoges, then of Avesnes, Olivier died without a rightful heir. Apart from these hazardous enterprises, the analysis of their acts shows how conventional their management of their patrimony was, and the attention they gave (Oliver, in particular) to the defence of their rights and privileges.